

persuadé que cela contribuera à produire un consensus sur la question.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Je me félicite d'avoir l'occasion de donner mon appui au député du Yukon au nom des milliers de Canadiens que le ministère et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) semblent avoir relégué au rang de citoyens de second ordre. Ce qui me frappe le plus dans l'attitude du gouvernement envers le Territoire et la population du Yukon, c'est qu'elle reflète parfaitement les airs condescendants et paternalistes affichés depuis des années par les fonctionnaires permanents du ministère en question.

La frontière de la société juste se situe apparemment le long du 60° parallèle. La population du Yukon devra se contenter des miettes de la prospérité du Sud. Je vois que le premier ministre (M. Trudeau) a été obligé d'intervenir entre le ministre et ses pupilles du Nord. Le premier ministre a bien voulu annoncer qu'il recevrait en audience ses sujets du Yukon lorsqu'ils viennent à Ottawa lui présenter leurs respects.

Le comportement du premier ministre, de son ministre des Affaires du Nord et des fonctionnaires de son ministère est incroyable à l'heure actuelle. Il est certain, monsieur l'Orateur, que le récent voyage du ministre au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest ne cadre guère avec notre époque d'expansion nationale. Les discours qu'ils a faits là-bas et sa réaction devant les propositions très raisonnables des habitants du Yukon dénotent qu'il n'est qu'une marionnette entre les mains des fonctionnaires permanents. Il a subi apparemment un lavage de cerveau si complet qu'il traduit parfaitement maintenant le statu quo qui règne dans les bureaux de son ministère à Ottawa.

Après tout, quelles concessions énormes les habitants du Yukon demandent-ils? D'après la résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil en janvier dernier, tout ce qu'ils cherchent à obtenir, c'est une plus grande autonomie, une certaine forme de gouvernement représentatif et responsable et, pour certains, un moyen d'appliquer aux problèmes du Yukon les impôts qu'on y perçoit. Cette résolution fut adressée à Ottawa. On n'y a pas répondu jusqu'à ce que le ministre prononce le 12 novembre ce discours arrogant et inepte. La démocratie n'est-elle plus une chose souhaitable? La liberté et la responsabilité individuelles sont-elles étrangères à l'ordre nouveau qu'on appelle la société juste?

Le Conseil du Yukon—au moins un groupe symbolique de ses membres élus—a demandé que le nombre des membres soit porté de sept

à quinze et que le Conseil soit restructuré en Assemblée législative du Yukon.

• (3.40 p.m.)

Ils voulaient que le présent comité consultatif en matière de finances soit transformé en un conseil exécutif, composé de cinq membres, ayant pleins pouvoirs exécutifs dans les domaines suivants: éducation; santé et bien-être; ressources naturelles, y compris les terres; travaux publics, justice et correction; revenu et finances; forêts; pêches; industrie et main-d'œuvre. Ils voulaient que toutes les terres de la Couronne soient détenues pour celle-ci du droit du Territoire du Yukon. Ils demandaient aussi que le Yukon prenne part à toutes les conférences et discussions inter-provinciales et fédérales-provinciales et qu'il détermine lui-même le moment où le statut provincial lui serait accordé.

A notre époque et compte tenu du développement et des possibilités énormes du Yukon, ces propositions me paraissent pleines de sens. Cependant, le ministre et son ministère ont réagi d'une façon arrogante, insultante et stupide. Leur arrogance s'est manifestée par d'étroites idées préconçues et une inflexibilité tenace. Leur réaction était insultante parce qu'elle est venue dix mois trop tard.

M. Nielsen: Elle est venue un an et dix mois trop tard.

M. Ritchie: J'accepte la correction. La réaction a été condescendante dans ses termes et dépréciatrice aussi parce qu'elle donnait à entendre que les habitants du Yukon étaient incapables d'assumer leurs responsabilités d'adultes. Elle était stupide parce qu'elle a créé des problèmes là où il aurait fallu et où l'on aurait pu les éviter. Le premier ministre est maintenant obligé d'intervenir et de sauver son ministre maladroit qui est en voie de crouler avec le bateau ministériel.

Sans même chercher à entreprendre une discussion sérieuse, le ministre a pris sa liasse de discours minutieusement préparés et s'en est allé dans les Territoires étaler ses marchandises pour attirer l'attention des autochtones. Ces marchandises étaient bon marché, c'était de la camelote. On offrait aux membres du Conseil du Yukon de servir un an de plus, quatre ans au lieu de trois; de fixer leurs propres indemnités et allocations, et—concession extraordinaire à la démocratie—on permettait à l'un de leurs membres de faire partie, en compagnie de trois fonctionnaires permanents de l'État, d'un comité chargé de l'administration du territoire. Avec un prosaïsme évident, le ministre a rejeté toute notion d'un acheminement vers un gouvernement autonome «dans un avenir prévisible».